

Fiscalité Macron «président des riches» : même l'Institut Montaigne s'y met...

Article réservé aux abonnés

A moins d'un an de l'élection présidentielle, le think tank libéral et proche de la macronie dresse un bilan critique des réformes fiscales engagées depuis 2017. L'essentiel des changements opérés a profité aux ménages les plus aisés. Et si certaines mesures sont jugées «pertinentes», la note souligne un coût global «élevé».

Dans la même rubrique



Filière avicole : «Il y avait tous les
pilliers d'un cas de traite des êtres

L'heure n'est pas encore totalement au bilan du quinquennat même si [la campagne, elle, est déjà lancée](#). L'exécutif se débat toujours avec l'épidémie de Covid-19 et la menace du variant delta. Les ministres occupent le terrain en plein cœur de l'été, et assurent le service après-vente du [pass sanitaire, entré en vigueur ce lundi](#). Reste qu'à huit mois de l'élection présidentielle, le moment de défendre le bilan approche à grands pas. Et chacun apporte sa contribution. L'Institut Montaigne, la boîte à idées libérales proche du pouvoir en place, se livre, en ce mois d'août, [à un exercice de «grand décryptage» du quinquennat Macron](#). Logement, industrie, marché du travail... Le think tank passe en revue les réformes engagées depuis 2017.

L'institut s'est notamment penché sur les réformes fiscales, à travers [une note](#) rédigée par le président de l'association Fipeco, François Ecalle. L'auteur analyse les effets de la baisse de l'impôt sur les sociétés, de la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI), ou encore de la hausse de la taxe carbone en début de

Lét

11 a

analyse les effets de la baisse de l'impôt sur les sociétés, de la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI), ou encore de la hausse de la taxe carbone en début de quinquennat, stoppée par la crise des gilets jaunes. Un ensemble de mesures «*pertinentes*», mais au «*coût budgétaire élevé*», résume-t-il, rappelant que la France se classe toujours au premier rang des pays européens en termes de dépenses publiques.

A lire aussi

L'Institut Montaigne, la très riche boîte à idées de la macronie

Société 9 janv. 2021 [abonnés](#)

«Plus de dividendes» pour «les ménages les plus aisés»

Ainsi d'une des réformes phares du candidat Macron, la baisse de l'impôt sur les sociétés, de 33,3 % (en 2017) à 25 % d'ici 2022. Coût de cette mesure : 11 milliards d'euros. Or, souligne François Ecalte, «*l'effet direct d'une baisse de l'impôt sur les sociétés est de permettre aux sociétés de distribuer plus de dividendes à leurs actionnaires ou de permettre à ceux-ci de dégager des plus-values plus importantes*». Et de préciser : «*Rappelons que les actions sont surtout détenues par les ménages les plus aisés.*»

Autre chantier emblématique du quinquennat, la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière, [dont les traces du «ruissellement» promis par le gouvernement peinent toujours à montrer le bout de leur nez](#). L'objectif de la réforme, «*favoriser l'investissement productif et l'attractivité du pays*», comme l'assurait l'ancien Premier ministre Edouard Philippe [en octobre 2017 dans les colonnes de Libé](#), est difficilement mesurable. La note insiste sur le caractère délicat de l'exercice consistant à cerner le comportement des ménages quant à leurs

Premier ministre Edouard Philippe [en octobre 2017 dans les colonnes de Libé](#), est difficilement mesurable. La note insiste sur le caractère délicat de l'exercice consistant à cerner le comportement des ménages quant à leurs investissements futurs. Mais assure toutefois, sans surprise, que *«la baisse d'un impôt progressif sur ce patrimoine est favorable aux ménages les plus aisés»*. Seule certitude : l'entrée en vigueur de la mesure a entraîné une perte de 3,8 milliards d'euros pour les caisses de l'Etat entre 2017 et 2018. Dans [une interview accordée à la presse régionale en avril dernier](#), le chef de l'Etat se félicitait pourtant d'avoir *«supprimé cette aberration de taxer la réussite quand elle réinvestit sur notre tissu productif»*.

Même critique émise pour la *«flat tax»*, un prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30 % sur les revenus du capital. Un engagement de campagne chiffré à 1,5 milliard d'euros, et qui, selon l'Institut Montaigne, n'a produit *«aucun effet significatif sur l'investissement des entreprises.»* Surtout, en 2018, les deux tiers des dividendes reçus par les ménages l'ont été par 0,1 % des foyers

Même critique émise pour la *«flat tax»*, un prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30 % sur les revenus du capital. Un engagement de campagne chiffré à 1,5 milliard d'euros, et qui, selon l'Institut Montaigne, n'a produit *«aucun effet significatif sur l'investissement des entreprises.»* Surtout, en 2018, les deux tiers des dividendes reçus par les ménages l'ont été par 0,1 % des foyers fiscaux. *«Cette réforme est favorable aux ménages les plus aisés...»* tranche ainsi l'auteur.

Analyse

Fin de l'ISF : pas de trace du «ruissellement»

Société 1er oct. 2019

Baisse de charges : un impact «quasiment nul»

Parmi les autres mesures analysées par le think tank, la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), une aide directe de 20 milliards accordée aux entreprises au début du quinquennat Hollande, en allègement de cotisations patronales. *«L'impact de cette réforme sur les finances publiques est quasiment nul»*, écrit François Ecalle. Qui complète : *«La réforme de 2019 n'a pas contribué à réduire globalement le coût du travail : il a bien été réduit à proximité du Smic, mais il a été accru pour les salaires supérieurs à 1,6 Smic.»*

Côté salariés, la réduction des cotisations sociales compensée par la hausse de la CSG n'a également pas produit l'effet escompté. Pour les salariés, le gain calculé de 1,8 % du salaire net n'a pas été ressenti. *«Pour les fonctionnaires et les indépendants, poursuit la note, dont les cotisations sociales avaient des taux différents, les mesures prises ont eu un impact à peu près neutre sur leur pouvoir d'achat en moyenne mais positif pour les plus modestes.»* Surtout, ces gains à destination des actifs ont attisé [le mécontentement des retraités](#), qui ont pâti de la hausse de la CSG. Le gouvernement a été contraint de reculer en 2019, en revenant à l'ancien taux. *«La réforme a donc eu finalement un léger coût budgétaire»*, écrit l'Institut Montaigne.

Gilets jaunes

L'étude s'arrête enfin sur la taxe carbone, détonateur fiscal ayant déclenché à l'automne 2018 la crise des gilets jaunes. L'objectif de départ était d'augmenter la *«composante carbone»* de la taxe intérieure de consommation des produits énergétiques (TICPE), instaurée par la gauche en 2014. La loi de finances pour 2018 prévoyait ainsi une augmentation progressive des taxes sur le gazole et l'essence. Une manne financière pour les comptes publics – la mesure a rapporté 3,7 milliards d'euros en 2018 – et une incitation à réduire la consommation d'énergies. Reste que la mesure, concomitante d'une hausse conjoncturelle des prix à la pompe, a suscité à l'époque une vague d'incompréhension et de colère. [Le gouvernement n'a eu d'autre choix, à](#)

d'incompréhension et de colère. Le gouvernement n'a eu d'autre choix, à l'automne 2019, de stopper les hausses prévues par la suite. Un échec, souligne l'Institut Montaigne : *«La taxation du carbone et les marchés de quotas sont les meilleurs instruments pour réduire les émissions de CO2 car ils permettent de répartir efficacement les efforts de réduction de ces émissions.»* S'il reconnaît le poids de ces taxes dans le budget des ménages des plus modestes, le think tank libéral souligne l'importance des contreparties financières, à savoir une baisse des prélèvements obligatoires ou l'instauration de dépenses supplémentaires à destination des ménages. L'exécutif a bien tenté la mise en place d'un «chèque énergie» pour les plus modestes ou bien proposé des aides à la conversion pour les chaudières fioul et voitures les plus polluantes. Avec un certain succès mais sans convaincre de relancer une taxe aujourd'hui gelée.